

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 09/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAUX DE PROVENCE SACAM

Ancien Chemin de Martigues
Quartier la Glaçière
13165 Châteauneuf-les-Martigues

Références : D-0369-AIX-2024

Code AIOT : 0006400904 (référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement CHAUX DE PROVENCE SACAM implanté Ancien Chemin de Martigues Quartier la Glaçière 13165 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE PROVENCE SACAM
- Ancien Chemin de Martigues Quartier la Glaçière 13165 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006400904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Usine qui fabrique de la chaux, à partir de deux fours ayant pour combustibles : gaz naturel, coulis de xylène, résidus de pétrole brut (RPB).

Installation de co-incinération de déchets dangereux, autorisée par arrêté préfectoral du 21/10/2002, dernièrement modifié/complété le 07/04/2021 (poussières).

Thèmes de l'inspection :

- les usages de l'eau et l'origine de l'eau consommée pour chaque usage,
- le suivi des consommations d'eau (compteurs, registre, le cas échéant déclaration GERE...),
- l'existence d'un plan de sobriété hydrique (PSH).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau prélevée	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002	Sans objet
2	Milieu de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002	Sans objet
3	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002	Sans objet
4	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 4.1.2	Sans objet
5	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation n'impose notamment pas de limite de prélèvement des eaux, une telle limite sera définie à l'occasion de la prochaine instruction réglementaire relative à l'installation.

L'exploitant utilise les eaux uniquement pour l'abatage des poussières. L'arrosage des pistes est asservi à une station météo qui active les brumisateurs, en fonction des situations.

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.

En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de son eau à ses fournisseurs d'eau (code masse d'eau, coordonnées GPS du point de prélèvement pour chaque catégorie d'eau). Les éléments de réponse devront être transmis à l'Inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau prélevée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002
Thème(s) : Actions nationales 2024, Eau
Prescription contrôlée : Aucune prescription
Constats : L'eau provient de trois réseaux : <ul style="list-style-type: none">- réseau de la société du canal de provence (SCP) pour l'eau industrielle (2 raccordements)- eau souterraine par un forage unique (masse d'eau Calcaire crétacés des chaînes de l'Estaque, Nerthe et Étoile)- AEP (Société Eau de Marseille Métropole) L'exploitant a plusieurs usages sur son site: <ul style="list-style-type: none">-Eaux souterraines et un branchement des eaux du canal de Provence pour l'abattage des poussières ;- réseau AEP pour les usages sanitaires- un branchement des eaux du canal de Provence pour la protection incendie Il n'y a pas d'eau de process.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Milieu de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002
Thème(s) : Actions nationales 2024, Eau
Prescription contrôlée : Aucune prescription
Constats : L'exploitant n'a pas pu fournir les codes masses d'eau relatifs à ses différents types de prélèvement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les informations relatives à l'origine de l'eau de ses prélèvements (code masse d'eau, coordonnées GPS du point de prélèvement pour chaque catérogie d'eau).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Présence de compteurs

Référence réglementaire Arrêté Préfectoral du 21/10/2002
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Aucune prescription
Constats : Le site dispose de 4 compteurs (un sur le forage + un pour le réseau AEP + deux pour le canal de Provence). La ressource principale d'eaux provient du forage des eaux souterraines. L'utilisation des eaux est exclusivement pour l'abattage des poussières (hors usages sanitaires)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des prélèvements
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau devront être équipées de compteurs volumétriques. Le relevé des volumes consommés sera tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées. Le raccordement au réseau public et le forage en nappe seront équipés d'un dispositif de disconnexion. Le réseau d'eau potable sera protégé contre tout risque de pollution par retour d'eau grâce à l'installation, concertation avec le gestionnaire du réseau, de dispositifs adéquats en amont de chaque poste à risque. Les locaux sanitaires et tous les locaux alimentés en eau destinée à l'alimentation humaine doivent être raccordés réseau public d'adduction d'eau potable. Les rejets directs dans la nappe phréatique sont interdites, La réfrigération en circuit couvert est interdite. Toutes dispositions seront prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eaux distinctes. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées, pour l'obturation ou comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.
Constats : Les compteurs font l'objet de relevés chaque mois et les quantités consommées sont enregistrées sur un registre dématérialisé qui a été consulté lors de l'inspection. L'AP d'autorisation du site (2002) ne fixe pas de prescription sur le volume de prélèvement et la consommation d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; [...] Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an. Volumes d'eaux rejetés : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

<p>Constats :</p> <p>Selon les données Gerep en 2023, les volumes de prélèvement sont les suivants : 27 110 m³ d'eaux souterraines 148 m³ réseau AEP (SEM) 8 386 m³ SCP ;</p> <p>Selon les données Gerep en 2022, le site a prélevé 58 939 m³ d'eaux souterraines. Il est donc constaté une diminution notable des consommations entre 2022 et 2023, à mettre en rapport avec les volumes d'activités de l'installation.</p> <p>Les données déclarées sur GEREP sont conformes au suivi interne réalisé par l'exploitant. Aucun rejet en dehors du site (bassin d'infiltration en aval d'un bassin tampon)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas eu en 2023 d'épisode de sécheresse relevant du niveau d'alerte, d'alerte renforcée, ou de crise sur le bassin versant sur lequel la carrière est située.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mise en œuvre du PSH

<p>Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, communication DREAL</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre du PSH</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.</p> <p>Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité I alerte J, de 40 % des prélèvements au niveau de gravité I alerte renforcée J et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.</p> <p>Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :</p> <p>1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral</p>

d'autorisation prévaut alors.

2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

L'exploitant ne présente pas de projet de PSH (plan de sobriété hydrique) pour le site.

L'inspection des installations classées en prend acte, et lui recommande fortement l'élaboration d'un tel document qui, outre son éventuel intérêt dérogatoire, lui permettra de s'engager dans une maîtrise de ses consommations d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite